

✓ ÉDITORIAL:

Soyons cohérents!

Page 2

Une retraite bien méritée

Page 3

✓ ÉLEVAGES

Cournon, un sommet de l'élevage en crise?

Page 4

✓ POLITIQUE

La souveraineté alimentaire pour en finir avec les crises agricoles

Page 5

✓ POLITIQUE

Des paysans moins nombreux sur notre territoire

Pages 6/7

✓ POLITIQUE

Le premier ministre annonce un pacte de consolidation et de refinancement des exploitations

Pages 8/9

✓ ÉLEVAGE

Le loup en discussion

Page 10

✓ ÉLEVAGE

Colloque l'Autonomie alimentaire des élevages

Page 11

✓ ÉDITIONS RÉGIONALES

pages 12 à 15

SOYONS COHÉRENTS !

Le gouvernement défend aujourd'hui le CETA, traité de libre-échange entre le Canada et l'Union Européenne, alors même qu'il était farouchement opposé au TAFTA sous des motifs qui frôlaient le protectionnisme. Monsieur le Premier Ministre présente le 4 octobre un pacte de consolidation et de refinancement en annonçant une régulation du marché de la viande bovine auprès de la Commission Européenne en stockant la production de viande, une aide à la régulation de la production laitière au niveau national et européen (240 €/T) et la promotion de la consommation de viande bovine française de qualité.



Jean-Luc LAROCHE

Autant de décisions politiques qui s'approchent d'un protectionnisme visant à réguler le marché intérieur et/ou européen. A côté de cela on nous fait sauter à pieds joints dans le CETA qui implique une ouverture des frontières notamment sur la viande bovine et porcine avec 65 000 tonnes de viande bovine et 75 000 tonnes de viande porcine par an. Cet afflux de marchandises à bas prix entraînerait inévitablement une chute du cours du bœuf et la déstabilisation d'une filière pourtant très structurante pour nos campagnes. Rappelons que les éleveurs ovins et bovins sont déjà les agriculteurs qui ont les revenus les plus faibles. En 2015, 30 % des agriculteurs déclarent des revenus professionnels inférieurs à 4248 €, soit 354 € de revenus mensuels. De la même manière, le marché laitier canadien sera ouvert à l'Europe, nous pourrions donc plus librement y vider notre lait produit en trop et déstabiliser la filière canadienne qui aujourd'hui rémunère ses éleveurs plutôt que de baisser notre production.

Le gouvernement était vent debout contre les tribunaux internationaux du TAFTA qui donnaient la possibilité à une structure privée d'attaquer en justice un état sur une politique jugée déloyale. Pourtant ces mêmes tribunaux sont présents dans le CETA, un privé étranger pourra donc contester un gouvernement élu démocratiquement. Le MODEF s'inquiète pour l'avenir des exploitants familiaux, des normes sociales et environnementales, du rôle des pouvoirs publics et la mise en place d'autres traités de libre-échange. D'autre part, le contenu du texte de 1 600 pages a été dévoilé en février 2016 aux 28 États membres de l'Union Européenne et le Canada. Le MODEF soutient les Wallons à l'opposition de ce traité de libre-échange. Le CETA, le TAFTA, le MERCOSUR... vont détruire plusieurs milliers d'emplois, menacer nos services publics et les normes sanitaires, environnementales et surtout sociales. Le MODEF redoute que les multinationales américaines puissent contourner la loi et profiter de l'accord de libre-échange entre l'U.E et le Canada pour absorber les marchés européens et les inonder de viandes hormonés et de poulets chlorés.

N'oublions pas non plus que le CETA servira de test pour le TAFTA, autoriser le CETA c'est valider dès à présent le TAFTA.

Il est vrai que le CETA entraîne la reconnaissance d'un grand nombre d'IGP ce qui protégera ces produits de niche, mais pour ne plus avoir de « champagne » canadien, combien d'exploitants français et canadiens mettrons la clef sous la porte? Il est vrai que le CETA ouvre les appels d'offres canadiens aux grandes entreprises européennes, mais combien de PME disparaîtront sur nos territoires?

Il n'est pas entendable que nos élus disent défendre notre économie en l'ouvrant aux quatre vents, il n'est pas normal de prôner un système toujours plus libéral qui privilégie les plus gros quand on voit tous les jours les dégâts qu'il fait. Productions locales, politiques sociales ou environnementales ne doivent pas être des variables d'ajustement pour le grand marché, c'est ce que font ces accords de libre-échange.

En ce qui concerne l'agriculture, ces accords menacent directement la qualité de notre alimentation et la vitalité de nos territoires. Le MODEF s'inquiète des conséquences du CETA et du TAFTA et appelle l'Etat français à défendre et à protéger l'agriculture familiale en refusant de signer cet accord de libre-échange.

Mensuel d'information agricole, syndicale et professionnelle

édité par la société d'Édition de l'Exploitant Familial et autres presses du MODEF SARL au capital de 10 000 €

Rédaction et Administration :

14, boulevard d'Aquitaine BP 70316

16008 ANGOULÊME CEDEX

Tél. 05 45 91 00 49 ou 05 17 20 35 88

Exploitant familial n° 674 / octobre 2016

Publicité:

Comédiance - 5, rue Pleyel, Immeuble Calliope
BP 229 - 93523 SAINT-DENIS cedex

Tél. 01 49 22 74 34

Directeur de la Publication, et Gérant:

Jean-Luc LAROCHE

Rédacteur en Chef:

Alexis VANYPRE

Imprimerie:

Rivet Presse Edition - 87000 LIMOGES

Commission paritaire n° 1218T83968

N° ISSN 0755 - 284X

Abonnement 1 an: 22 €
Abonnement de soutien: 23 €